

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 3 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA LOG ELEVAGE

LA Roussellerie BP 9
85140 CHAUCHÉ

Nos Références : 23-1926 MP/KM
Code AIOT : 58503758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 septembre 2023 dans l'établissement SCEA LOG ELEVAGE, implanté Le Vendrenneau à VENDRENNES (85250). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA LOG ELEVAGE
- Le Vendrenneau - 85250 VENDRENNES
- Code AIOT : 0058503758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de volailles (poules pondeuses) répertorié pour un effectif de 131 900 emplacements au titre de la rubrique 3660-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitation est également connue pour une activité de séchage de 4,4 tonnes/jour de fientes au titre de la rubrique 2170 de la même nomenclature.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques
- prélèvements d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|----------------------------|
| 7 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | / | Action corrective demandée |
| 9 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 | / | Action corrective demandée |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Dossier installation classée | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 | / | Sans objet |
| 3 | Intégration dans le paysage et propreté | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | / | Sans objet |
| 4 | Recensement des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | / | Sans objet |
| 5 | Nature et risques des produits | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 | / | Sans objet |
| 6 | Accessibilité de l'installation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | / | Sans objet |
| 8 | Installations électriques et techniques – Plans – FDS | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | / | Sans objet |
| 10 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | / | Sans objet |
| 11 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 | / | Sans objet |
| 12 | Mise en œuvre des MTD | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 | / | Sans objet |
| 13 | Émissions atmosphériques d'ammoniac | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | / | Sans objet |
| 14 | Autosurveillance | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le forage n'est pas déclaré au titre des rubriques IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités) concernées.

Le risque incendie n'est pas pris en compte sur l'affichage des dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Les effectifs de volailles (poules pondeuses) relevés sur les registres montrent qu'ils sont conformes à ceux répertoriés au titre des installations classées (rubrique 3660-a) : 129 345 poules mises en place pour 131 900 autorisés. Les quantités produites de fientes déshydratées normées produites enregistrées sur le registre entrées/sorties correspondent également à celles répertoriées au titre de la rubrique 2170. Il est à noter que durant la panne du séchoir de fientes, les fientes ont été exportées vers une station de compostage autorisée qui produit des composts normés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : Les abords de l'installation sont correctement entretenus. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Recensement des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. |
| Constats : Le plan des zones à risques d'incendie ou d'explosion est réalisé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Nature et risques des produits

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14. |
| Constats : Les fiches données de sécurité des produits dangereux sont présentes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Accessibilité de l'installation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |
| Constats : L'installation est facilement accessible et située en bord de route. Il n'a pas été constaté de gêne particulière autour des bâtiments le jour du contrôle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none">- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de |

| |
|---|
| lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. |
| Constats : Une réserve incendie est présente sur le site. Celle-ci a été récemment curée et nettoyée selon le chef d'exploitation. Elle peut être complétée en cas de besoin par un poteau incendie situé à moins de 200 mètres du site. Il est répertorié comme disponible sur la base DECI 85, mais avec un débit inférieur à 60 m³/h, donc insuffisant à lui seul. Des extincteurs avec des agents d'extinction différents suivant leur emplacement sont présents dans l'élevage, les zones de stockage, le hangar de stockage de fientes... Ils ont été vérifiés en décembre 2022. Un plan est disponible sur le site, répertoriant tous les emplacements des extincteurs et les agents d'extinction. Les numéros d'appel d'urgence sont affichés, avec certaines dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre. Celles concernant notamment l'incendie ne sont pas affichées. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Action corrective demandée |

N° 8 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| Constats : Les installations électriques et techniques sont contrôlées tous les 6 mois par des organismes spécialisés. Les travaux nécessaires à la remise en conformité le cas échéant sont réalisés, mais cette remise en conformité reste à formaliser (enregistrements). Le plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion est réalisé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est |

| |
|---|
| conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. |
| Constats : L'alimentation en eau de l'élevage se fait à l'aide d'un forage, avec possibilité de complément en cas de besoin par l'eau du réseau. Ce forage n'est pas répertorié au titre des rubriques IOTA potentiellement concernées et n'est pas répertorié sur la cartographie renseignée par le BRGM (Bureau de Recherche Géologique et Minière). Un formulaire expliquant les modalités de ces déclarations a été remis aux représentants de la SCEA LOG ELEVAGE au moment du contrôle. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Action corrective demandée |

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. |
| Constats : Le réseau d'eau du forage est muni d'un double dispositif de disconnexion au regard du réseau public. En effet, une bêche de disconnexion composée d'un grand bassin de stockage de l'eau situé dans un local est alimentée par l'un ou l'autre des réseaux par le haut. De plus, en cas de non utilisation (la plupart du temps), le tuyau d'alimentation par le réseau public est débranché. L'installation de prélèvement d'eau dans le forage est munie d'un compteur en tête du réseau, à la sortie du forage. Les consommations d'eau pour l'abreuvement des animaux sont relevées quotidiennement. Un enregistrement mensuel des consommations en tête de forage (incluant les eaux sanitaires) est mis en place le jour du contrôle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé |
| Constats : La tête du forage est située en sous-sol, sous l'un des bâtiments, dans un local dédié fermé, près du local maintenance, et propre. Elle est surélevée par rapport au niveau du sol de quelques dizaines de centimètres. Elle est recouverte d'un capot adapté à sa circonférence, ne permettant pas de laisser passer les corps étrangers. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Mise en œuvre des MTD

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. |
| Constats : Les MTD (meilleures techniques disponibles) contrôlées et utilisées dans l'élevage correspondent à celles déclarées dans le dossier de réexamen validé par courrier du 20 juin 2019, à savoir : - MTD organisationnelles (1 et 2) : mise en place d'un outil (GMAO) avec une application sur le téléphone portable des utilisateurs indiquant les mesures de maintenance préventive à réaliser ; - MTD alimentation (3 et 4) : alimentation de type multiphase ; - MTD énergie (8, 11...) : éclairage basse consommation (Led), brumisation, isolation par panneaux sandwich... - MTD gestion de l'eau (5, 29, 7, 6...) : relevé des consommations, nettoyage à sec, abreuvement par pipettes, présence d'une fosse couverte enterrée de 43 m ³ au bout du SECONOV destinée à collecter les eaux de nettoyage si nécessaire (en cas de problème sanitaire sur l'élevage)...; - MTD 31 : ventilation dynamique, tapis de collecte des fientes, séchage des fientes ; - émissions/excréments (MTD 24, 25, ...) : les calculs BRS et GEREP ont été réalisés |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

